

Déclaration de la CES à l'occasion de la Journée internationale de la femme 2013 : Les femmes paient un prix trop élevé ! L'Europe doit en finir avec l'austérité et se prononcer pour l'égalité

Le 8 mars 2013, Journée internationale de la femme (JIF), les femmes partout dans le monde s'uniront dans une vaste opération de solidarité pour célébrer leur courage, leur détermination et leur force et pour réaffirmer leur exigence collective d'un droit élémentaire et fondamental : l'égalité entre les femmes et les hommes. La Confédération européenne des syndicats (CES) se joint à elles et salue les contributions et les réalisations, grandes ou modestes, de ces millions de femmes et d'hommes syndicalistes qui luttent sans relâche pour les droits des femmes sur le lieu de travail et en dehors de celui-ci.

La JIF est l'occasion de se pencher sur les progrès réalisés pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et de réfléchir à la situation actuelle de la femme dans la société. Bien que la CES se félicite des avancées déjà obtenues, nous voulons aussi faire part de notre inquiétude grandissante face à l'impact de la crise sur l'égalité hommes-femmes et sur les droits des femmes. Les femmes paient un prix trop élevé pour l'austérité. Le mouvement syndical européen profite de l'occasion de la JIF 2013 pour appeler l'Union européenne et ses États membres à s'attaquer d'urgence à la dimension de genre de la crise et à proposer des mesures concrètes pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'Europe est en pleine crise sociale, caractérisée par un chômage sans précédent, la spirale de la pauvreté et une augmentation de l'insécurité affectant tant les hommes que les femmes partout dans l'UE. Il y a toutefois de plus en plus de signes montrant que la crise a un impact disproportionné sur les femmes alors qu'elles étaient déjà désavantagées sur le marché du travail et davantage exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

La situation est encore aggravée par la sévère austérité et les politiques d'assainissement budgétaire accéléré axées principalement sur une restructuration radicale des emplois et des services dans le secteur public qu'une majorité de pays de l'UE mettent aveuglément en place encouragés par la Commission européenne. Cette approche à courte vue a été mise en œuvre avec peu, voire aucune considération pour l'impact qu'elles risquent d'avoir sur les femmes qui sont principalement employées dans le secteur public et dépendent de manière disproportionnée des services publics. Les coupes dans les budgets et les services publics, y compris les soins de santé, l'éducation, les services aux enfants et autres dépendants, les transports, le logement, les services sociaux et la protection sociale, les centres d'assistance et pour l'égalité, affectent directement les femmes et leur capacité à s'engager sur le marché du

travail et à conquérir leur indépendance économique. Elles contribuent aussi aux inégalités fondées sur le sexe.

La CES s'inquiète vivement de ce que les politiques économiques actuelles mettent non seulement en péril les progrès futurs en matière d'égalité hommes-femmes mais risquent aussi de remettre en cause les avancées durement acquises sur le lieu de travail, au foyer et dans tous les espaces de vie des femmes. Syndicats et groupements de femmes font part de telles inquiétudes depuis un certain temps. A ce jour toutefois, l'Union européenne et les gouvernements nationaux n'ont pas réussi à donner à cette question l'attention qu'elle mérite.

Afin d'attirer l'attention à ce sujet et de favoriser une meilleure compréhension de la situation, l'enquête du 8 mars de la CES de cette année revient sur l'impact de la crise économique et de l'emploi, sur la participation des femmes au marché du travail, ainsi que sur les réponses politiques nationales et européennes. Les premiers résultats de cette enquête¹ montrent que 86% des affiliés de la CES y ayant participé reconnaissent que la crise économique et de l'emploi a un impact sur la participation des femmes au marché du travail et sur les conditions d'emploi. Les membres ont souligné : une augmentation de la précarité des emplois féminins ; une diminution de l'emploi féminin, surtout dans le secteur public, et/ou un chômage en hausse ; une dégradation des conditions de travail et des conditions contractuelles, les femmes étant de plus en plus poussées à accepter un travail atypique et à temps partiel non volontaire ; des salaires plus bas ; des réformes du droit du travail au détriment de tous les travailleurs, mais surtout des femmes et des jeunes ; une augmentation du stress et de la pression au travail ; et davantage de difficultés à concilier responsabilités professionnelles et familiales ainsi que des femmes qui se retirent du marché du travail du fait des coupes dans les services publics et les droits sociaux.

Nous sommes bien au fait des causes et des résultats des inégalités fondées sur le sexe. Les femmes sont surreprésentées dans le travail à temps partiel et intérimaire, dans les emplois faiblement rémunérés et de qualité médiocre. Elles courent davantage le risque d'un emploi précaire ou d'un travail dans l'économie informelle, sans la protection du droit du travail ou des garde-fous de la sécurité sociale. Elles sont sous-représentées aux postes de décision, que ce soit au travail, en politique ou dans l'élaboration des politiques économiques. Malgré plus de cinquante ans de législation garantissant l'égalité salariale, l'écart de salaire entre hommes et femmes persiste et est alimenté par la discrimination, la ségrégation sur le marché du travail et le « handicap » de la maternité. Les femmes continuent à endosser la majeure partie des responsabilités liées aux soins des enfants et autres dépendants ainsi que du poids des tâches ménagères. Ces désavantages touchent les femmes tout au long de leur vie et se traduisent finalement par une pension de retraite féminine proche du seuil de pauvreté. Beaucoup trop de femmes continuent de vivre dans la crainte de la violence et il est en effet inquiétant de constater que les effets sociaux de la crise mènent à une augmentation de la violence domestique.

¹ Les résultats complets de l'enquête du 8 mars 2013 seront publiés plus tard en mars.

A l'occasion de la JIF 2013, nous, CES, réitérons notre appel aux responsables politiques européens, aux gouvernements et aux institutions européennes pour qu'ils prennent les actions concrètes suivantes :

- Evaluer d'urgence l'impact selon le genre des politiques actuellement menées en réponse à la crise ;
- Un moratoire en matière d'austérité et la fin du blocage des salaires, des coupes et des réformes sans dialogue social adéquat et effectif ;
- Reconnaître et promouvoir la contribution essentielle que la négociation collective représente dans la lutte contre l'inégalité et l'écart de salaire entre hommes et femmes ;
- Une révision des directives en matière d'égalité salariale en consultation avec les partenaires sociaux européens ;
- Garantir des pensions de retraite décentes permettant le maintien d'un niveau de vie correct ; adoption de la directive sur les travailleuses enceintes ;
- Présenter des propositions pour un droit au congé de paternité applicable dans l'ensemble de l'UE et pour une directive sur le congé des aidants familiaux ;
- Ratifier la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques ; et
- Ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et l'adoption d'un cadre législatif européen sur cette base.

La CES attend avec impatience l'époque où les femmes auront obtenu l'égalité de traitement à tous les niveaux, économiquement, politiquement et socialement et où nous pourrions faire de la Journée internationale de la femme une occasion de célébrer les femmes, tout simplement. Le mouvement syndical européen poursuivra ses efforts dans ce but avec, nous l'espérons, le soutien plein et entier de ses partenaires sociaux et des gouvernements et institutions européens.